

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 25 – 30 juin 2023

En bref

Malgré des besoins de financement estimés à 6 Mds USD pour les entreprises vénézuéliennes, les banques locales ne pourront prêter que 900 M USD en 2023 (vs. 14 Mds USD en 2013), soit le portefeuille de crédit le moins important d'Amérique latine, selon *Ecoanalítica*. Ces prêts seraient nécessaires pour leurs fonds de roulement et le renouvellement de leurs machines. La manque d'accès au crédit serait dû au taux de réserves obligatoires imposé par la Banque centrale, prohibitif, mais également à l'hyperinflation affaiblissant les banques, selon le *think-tank*.

LE CHIFFRE À RETENIR

900 M USD

C'est le montant que peuvent prêter les banques vénézuéliennes en 2023, selon *Ecoanalítica*

Zoom sur : Les mouvements de la compagnie russe Roszarubezhneft au Venezuela.

La compagnie pétrolière russe *Roszarubezhneft*, ayant acquis *Rosneft* en 2020, souhaite signer un accord avec *PDVSA* similaire à celui qui existe entre *PDVSA* et l'étatsunienne *Chevron*. Pour rappel, selon la loi d'hydrocarbures, *PDVSA* contrôle les ventes de pétrole et les exportations de brut et de carburant. Néanmoins, l'entreprise publique vénézuélienne a accepté une solution de contournement (via la loi anti blocus) avec *Chevron* qui a permis à la pétrolière étatsunienne de commercialiser le brut de ses coentreprises en paiement des dettes et des dividendes impayés (avec la licence de l'OFAC). Ainsi, *Roszarubezhneft* demande à *PDVSA* l'autorisation de prendre le contrôle des exportations de leurs coentreprises afin de relancer les liquidités des cinq entreprises (cf. carte ci-dessous). Ces coentreprises doivent près de 3,2 Mds USD pour les ventes gérées par *PDVSA*, qui doit aussi 1,4 Md USD au titre de prêts accordés antérieurement.

En outre, *PDV Holding* a récupéré 49 % des actions de *Citgo* détenues par *Rosneft*. Pour rappel, *Rosneft* avait reçu des actions de *Citgo* en 2016 en garantie d'un prêt accordé au Gouvernement vénézuélien de 1,5 Md USD. L'OFAC a délivré, en mai 2023, une licence autorisant le transfert (accepté par *Rosneft*) du certificat d'action et la résiliation de la garantie à *PDV Holding*.



BOLIVIE

Le taux de croissance de la contrebande a doublé celui de l'économie.

L'impact de la contrebande dans le pays a atteint en 2022 une valeur estimée à 3,3 Mds USD et devrait atteindre 3,6 Mds USD en 2023 (vs. 3 Mds USD en 2021), selon la Chambre nationale de l'industrie (CNI). Ce chiffre continue d'augmenter et menace 2,6 M d'emplois en Bolivie. La croissance de la contrebande continue de s'accélérer, passant de 7,6 % du PIB en 2021 à près de 8 % en 2022, soit près du double de la croissance de l'économie du pays qui est d'environ 4 %. En 22 ans, la contrebande a triplé en Bolivie et elle constitue aujourd'hui un défi majeur pour le pays. C'est dans ce cadre que la Bolivie a accueilli le 15 juin le séminaire international sur la contrebande et le crime organisé.

Le Président présente un projet de loi anticorruption en Bolivie.

Le 19 juin, le Président bolivien, Luis Arce, a transmis à l'assemblée législative le projet de loi pour la « Création du système de gestion des risques pour la prévention et la lutte contre la corruption ». Celle-ci propose, entre autres, la signature d'une clause anticorruption dans les processus contractuels qui permettrait d'accélérer les processus de résiliation du contrat en cas de détection d'une activité illicite et de récupérer les ressources investies et de vérification et contrôle des comptes bancaires des entreprises de construction. En outre, elle comprend l'augmentation des peines

d'emprisonnement pour le délit de falsification des déclarations assermentées de patrimoine et de revenus. Ce nouveau règlement permettrait aussi aux entreprises de lever le secret bancaire (sur la base du volontariat toutefois), afin d'accroître la transparence de ces transactions.

COLOMBIE

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,9 %	-16,0 %	1 130,9 pts
Change USD/COP	+0,5 %	+0,4 %	4 166,2
Change EUR/COP	+2,1 %	+6,2 %	4 548,4
Prix du baril colombien (USD)	+0,6 %	-35,6 %	69,8

Projet de loi de finance rectificatif: +4,1 Mds USD de dépenses pour 2023

Le projet de loi de finance rectificatif pour 2023 a été approuvé en deuxième débat : 4,1 Mds USD seront ajoutés, portant le total à 101,4 Mds USD (+4,2 % g.a.). Cet ajout sera utilisé pour la réactivation économique et devrait aider à réduire le déficit fiscal à 4,3 % du PIB en 2023 (vs. 5,3 % fin 2022). Ainsi 2,2 Mds USD budgétisés pour l'investissement, 1,8 Md USD pour le fonctionnement et 120 M USD pour le service de la dette.

10 rangs de perdus pour la Colombie dans l'Indice de la Transition Énergétique.

Selon l'indice mondial de la transition énergétique (ETI) du Forum économique mondial (WEF), la Colombie a perdu 10 places entre 2021 et 2023 et se situe désormais en 39^{ème} rang mondial avec 60,5 points. Le score ETI est une moyenne de la performance du système énergétiques (65,5) et de la préparation à la transition (53). Au niveau latino-américain, la Colombie est passée de la 3^{ème} place à la 6^{ème} place. Dans la région, le Brésil est en tête suivi de l'Uruguay, du Costa Rica, du Chili, du Paraguay. Derrière la Colombie, on retrouve le Pérou (53^{ème}), le Mexique, l'Équateur (78^{ème}), l'Argentine, le Venezuela (103^{ème}) et le Nicaragua.

Prochaine réunion internationale du système financier mondial à Carthagène début septembre.

Le passage à Paris du Président Gustavo Petro pour le Sommet du Pacte financier mondial a été l'occasion, outre la réunion avec le Président français Emmanuel Macron, de s'entretenir avec plusieurs banques de développement : à cette occasion, le Président a annoncé sur son compte Twitter que la prochaine réunion internationale du *Finance in Common* (réseau international de banques de développement, dont l'AFD tient le secrétariat) aura lieu à Carthagène des Indes, du 4 au 6 septembre 2023.

Casino poursuit sa stratégie en Amérique latine et envisage de réduire sa participation dans le groupe *Exito*.

Casino, propriétaire du groupe *Exito*, procède actuellement à une restructuration de sa dette financière dans le cadre de sa « stratégie 2023-2025 ». Une semaine après l'annonce de son désengagement du groupe brésilien *Assaí* pour 326 M EUR, Casino poursuit sa stratégie en Amérique latine et envisage de réduire sa participation dans le groupe *Exito* qu'il détient (96,5 %) grâce au *Grupo Pao de Açúcar* (GPA). Le groupe Gilinski, nouveau propriétaire de Nutresa, a annoncé se positionner afin de racheter la totalité des parts d'*Exito* à GPA pour la somme de 836 M USD et ainsi renforcer sa présence dans le secteur la grande distribution. Toutefois, GPA a refusé l'offre car le prix offert ne reflétait pas les paramètres financiers appropriés et raisonnables pour une transaction de cette nature, selon les déclarations du groupe.

EQUATEUR

Les chiffres de l'emploi s'améliorent légèrement.

Les chiffres de l'emploi correspondant au mois de mai 2023 présentés par le Gouvernement font état d'une amélioration du marché du travail. Le taux d'activité s'établit en mai 2023 à 36,4 % de la population active en augmentation de 3,2 % g.a. Par ailleurs, le taux de chômage s'est établi à 3,2 % de la population active (vs. 3,7 % en mai 2022). Le taux de sous-emploi reste élevé et avoisine les



60 % de la population active malgré un très léger recul de moins de 3 % g.a.

Le secteur de la pêche sera l'un des plus touchés par « *El Niño* ».

Les premières estimations du Gouvernement sur les possibles conséquences économiques du « phénomène du *Niño* » font état de pertes pouvant atteindre 10 % de PIB et un coût de l'ordre de 4 MdsUSD. Outre le secteur agroalimentaire, le secteur le plus touché serait celui de pêche en raison du réchauffement des eaux du Pacifique. Les pertes de ce secteur pourraient s'élever à environ 7,5 M USD par mois, touchant essentiellement 17 000 petits pêcheurs. Le Gouvernement équatorien est à la recherche de financements internationaux permettant la mise en place de lignes de crédits pour les petits producteurs et le secteur de la pêche.

GUYANA

Près de 300 M USD d'investissement pour les conditions d'éducation.

Lors de la mise en service d'une nouvelle école secondaire (d'une valeur de 15,5 M USD), le Président Irfaan Ali a dévoilé un investissement de 292 M USD pour l'amélioration des infrastructures éducatives et transformer les normes afin de garantir un standard minimum d'installations à travers le pays. Il a révélé que les fonds seront alloués à la mise à niveau, à l'entretien et à la rénovation des installations éducatives existantes et comprennent des dispositions pour l'amélioration des logements des enseignants.

PEROU

Le crédit aux particuliers consolide 23 mois de croissance ininterrompue.

La Banque Centrale de Réserve Péruvienne (BCRP) a indiqué que le crédit accordé aux particuliers dans le pays a augmenté de +11,1 % g.a. en mai, une avancée stimulée par l'augmentation des prêts en Soles (PEN, +11,9 % g.a.). Le mois de mai est le 23^{ème} mois consécutif de croissance des crédits accordés aux particuliers. Cette croissance du crédit se fait alors que la Banque centrale a significativement durci sa politique monétaire ces derniers mois : son taux directeur atteint 7,75 % aujourd'hui. Ainsi, les prêts à la consommation ont augmenté de +14,9 % g.a. et de +1,1 % g.m. Le crédit automobile a également progressé de +18,7 % g.a. et de +1,1 % g.m. Enfin, les prêts sur cartes de crédit ont augmenté de +22,7 % g.a. et de +1,9 % g.m.

Le Gouvernement investit pour prévenir et atténuer les risques d'*El Niño*.

L'impact économique du phénomène météorologique *El Niño* a été plus important que prévu poussant la banque Scotiabank à revoir à la baisse ses prévisions de croissance pour 2023 (de 1,9 % à 1,4 %). Le Ministre de l'Économie et des Finances, Alex Contreras, a déclaré que les dépenses en matière d'aide d'urgence ont déjà dépassé les 825 M USD et dépasseront cette année le budget alloué au phénomène *El Niño* en 2017 (1,1 Md USD). Pour faire face à ce phénomène, le Gouvernement allouera plus de 398 M USD à la prévention d'*El Niño* dans les sept régions affectées (Piura, Lambayeque, La



Libertad, Ica, Lima, Ancash et Tumbes) avec au total, 619 interventions réalisées. Enfin, la Ministre des Transports et des Communications, Paola Lazarte, a annoncé la construction de 49 ponts avant la fin de l'année dans huit régions du pays afin que les populations touchées ne soient pas isolées par les fortes pluies. L'investissement s'élèvera à plus de 62 M USD.

VENEZUELA

Chute de la consommation de 62 % au S1.

Le faible pouvoir d'achat et l'inflation se sont fait ressentir sur la consommation au S1 avec une baisse atteignant entre -60 % et -62 % g.a., selon les experts. Il est estimé que le salaire minimum a été déprécié de 84 % et que l'inflation cumulée à fin mai 2023 atteint 96,3 %. La situation pourrait s'améliorer légèrement au T4 2023 selon certains analystes, du fait de la modération budgétaire du Gouvernement et des entrées de recettes pétrolières.

Les exportations en hausse mais les recettes d'exportations en baisse pour PDVSA.

Entre janvier et mai, les exportations moyennes de pétrole vénézuélien ont atteint plus de 648 500 bpj (+10 % g.a.). Ainsi le rebond des exportations n'a pas compensé la baisse des prix du pétrole brut Merey (59,8 USD, -25 % g.a. pour la même période). PDVSA a donc facturé plus de 4,8 Mds USD (-17 % g.a.). Ce montant correspond à environ un tiers des revenus prévus par PDVSA pour l'année (13,4 Mds USD). Le plan présenté

début mai par Pedro Rafael Tellechea, Ministre du Pétrole et Président de l'entreprise publique, prévoit d'atteindre un volume d'exportation journalier de 900 000 barils, soit +28 % du volume des cinq premiers mois de l'année.

Les liaisons aériennes entre Bogotá et Caracas se multiplient.

La compagnie aérienne Wingo prévoit d'ouvrir quatre vols hebdomadaires Bogotá-Caracas au S2. Le PDG de la compagnie a souligné que l'objectif est de d'effectuer des fréquences quotidiennes «très rapidement». A ce jour trois compagnies aériennes vénézuéliennes et Satena (colombienne) opèrent déjà entre Bogotá et Caracas. En outre, l'*Institut national de l'aéronautique civile (Inac)* a également autorisé la compagnie colombienne Latam Airlines à opérer des vols réguliers entre Caracas et Bogotá.

L'Assemblée Nationale définit les incitations fiscales pour les Zones Économiques Spéciales.

Le député à l'Assemblée Nationale (AN), Nicolás Maduro Guerra, a informé que le pouvoir législatif est en phase de définition des incitations fiscales et juridiques (et donc d'intérêt aux possibles investisseurs, qui attendent ces règlements depuis près d'un an) pour quatre des cinq Zones Économiques Spéciales (ZES): La Guaira, Punto Fijo, Margarita et Puerto Cabello-Morón. La 5^{ème} ZES, La Tortuga, est la plus délicate car les projets pourront uniquement être touristiques et durables. Pour rappel : la nouvelle loi des ZES a été publiée le 20 juillet 2022 date à laquelle ont été désigné comme ZES les 5 zones suscités.



Les envois de fonds au Venezuela : un chiffre difficile à préciser.

Les spécialistes ne s'accordent pas sur un consensus pour ce chiffre, notamment en raison du manque de transparence des transferts et de leur triangulation. L'économiste Dolía Hernández a déclaré que les envois de fonds au Venezuela atteignent 25 % des ménages vénézuéliens et ont augmenté, passant d'environ 3 Mds USD en 2017 à environ 4 Mds USD en 2022. Leurs principales origines sont les États-Unis, le Chili, l'Espagne, la

Colombie et l'Équateur. La plupart des envois des fonds se font par l'intermédiaire du système bancaire national (30 % à 40 %) et *via Zelle* (15 % à 20 %). Selon une autre source – la BID – 18 % des ménages vénézuéliens ont reçu en moyenne 84 USD par mois sous forme d'envois de fonds. Selon une étude du Dialogue interaméricain (DIA), environ 4,2 Mds USD ont été envoyés au Venezuela en 2022. Enfin, *Sintesis Financiera* estime que les envois de fonds passeront de 3,1 Mds USD en 2022 à 3,3 Mds USD en 2023.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2023) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 p	2023 p.	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
BOLIVIE	12,13	46,1	3,2	1,8	-2,5	82,3	118	+1	3,6
COLOMBIE	52,16	334,7	7,5	1,0	-5,1	62,0	88	0	8,4
EQUATEUR	18,23	121,3	3,0	2,9	2,0	n.a.	95	+4	2,3
GUYANA	0,794	16,3	62,3	37,2	27,9	29,8	108	+1	6,0
PEROU	34,51	268,2	2,7	2,4	-2,1	33,0	84	+1	3,0
SURINAME	0,624	3,5	1,3	2,3	-0,04	112,2	99	-7	28,2
VENEZUELA	26,54	96,6	8,0	5,0	5,0	n.a.	120	-2	250,0
ARGENTINE	46,76	641,1	5,2	0,2	1,0	76,3	47	0	88,0
BRESIL	215,2	2 081,2	2,9	0,9	-2,7	88,4	87	-1	5,4
CHILI	20,11	358,6	2,4	-1,0	-4,2	36,6	42	+1	5,0
MEXIQUE	131,2	1 663,2	3,1	1,8	-1,0	55,6	86	+2	5,0

Sources : données FMI (WEO, avril 2023), PNUD.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international